

initiative superficielle pour endiguer la violence familiale, le ministre de la Santé n'a fait que remettre en vigueur un petit nombre des programmes sociaux que son gouvernement avait abolis.

Au cours de ces 12 mois, certains libéraux ont eu l'audace. . .

Mme le vice-président: Je le regrette, mais la députée a épuisé son temps de parole.

* * *

LE PROJET DE LOI C-85

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Madame la Présidente, le projet du gouvernement visant à privatiser les aéroports compromet la politique du bilinguisme que le gouvernement entend faire appliquer.

En 1988, le Parlement a adopté la nouvelle loi sur les langues officielles, qui enjoignait aux aéroports de se soumettre à la politique des langues officielles. Le projet de loi C-85 visant à privatiser les aéroports tend à restreindre l'application de la *Loi de 1988 sur les langues officielles*. Il ne mentionne pas les concessionnaires, la participation équitable et la langue de travail.

Lorsque Air Canada a été privatisée, toutes les obligations de la *Loi sur les langues officielles* se sont appliquées à la nouvelle société privée.

Pourquoi le gouvernement traite-t-il différemment les aéroports? Hier, le commissaire aux langues officielles a recommandé de modifier le projet de loi C-85 afin de le rendre compatible avec la *Loi sur les langues officielles*.

J'exhorte le gouvernement à accepter les dites recommandations du commissaire et à faire appliquer intégralement la politique du bilinguisme dans nos aéroports.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Madame la Présidente, le thème pour la Journée internationale de la femme est «Ensemble vers l'égalité». Ce thème met l'accent sur les partenariats établis entre tous les paliers de gouvernement, les organisations non gouvernementales, les groupes féminins, les milieux d'affaires, le monde de l'éducation, les syndicats, ainsi que les particuliers intéressés.

Nous reconnaissons par ailleurs les nombreux défis qu'il reste à surmonter pour que les femmes parviennent à l'égalité véritable dans toutes les sphères d'activité de la société.

Bonne fête, madame la Présidente!

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'EMPLOI

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Madame la Présidente, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Une semaine seulement après le prétendu «budget de relance», les chiffres relatifs à l'emploi révèlent que la situation est catastrophique. Il y a 222 000 personnes qui cherchent du travail à Montréal, il y en a 194 000 à Toronto et 84 000 à Vancouver.

Cette perte d'emplois ne prouve-t-elle pas à quel point la politique économique du gouvernement est désastreuse?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, personne à la Chambre, à mon avis, n'a pris plaisir à lire les statistiques sur le chômage publiées aujourd'hui. Comme tout le monde, nous voulons voir les Canadiens retourner au travail.

C'est exactement pour cette raison que le ministre des Finances a présenté un budget de relance, budget qui nous permettra de surmonter les problèmes économiques que nous connaissons aujourd'hui et qui nous mettra de nouveau sur la voie de la croissance économique au milieu de l'année en cours.

Il y a déjà des signes qui indiquent que la situation commence à s'améliorer. Les marchés sont extrêmement actifs et, habituellement, cela veut dire que la période de récession devrait prendre fin d'ici quatre ou cinq mois. Les taux d'intérêt ont baissé d'environ 4 p. 100. Si la députée avait lu le journal de sa ville récemment, elle saurait que l'activité immobilière s'est accrue là-bas, tout comme dans d'autres régions du pays.

Ce sont là des signes qui nous indiquent que la situation commence à s'améliorer et que nous verrons une relance économique plus tard dans l'année.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Madame la Présidente, si le député veut parler de la ville où j'habite, je voudrais bien qu'il parle aux 30 000 personnes qui cherchent du travail ce mois-ci, dans les rues de Hamilton. Je voudrais bien qu'il lise le journal de ce matin qui disait que, dans l'industrie de l'acier, les prédictions pour 1991 sont pires qu'elles ne l'étaient pour 1990. Nous sommes témoins de la «désindustrialisation» du Canada.